



**HAL**  
open science

## Economie-démographie : le péché originel

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. Economie-démographie : le péché originel. Revue de l'Institut de géopolitique des populations, 2001, 3, pp.67-79. halshs-01141302

**HAL Id: halshs-01141302**

**<https://shs.hal.science/halshs-01141302>**

Submitted on 11 Apr 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Gérard-François Dumont \*

---

*Économie – Démographie :  
le péché originel*



La compréhension de l'histoire économique rend impérative la connaissance de l'histoire démographique. L'essor économique durable des sociétés a toujours eu pour vecteur une évolution démographique positive. Et, lorsque celle-ci s'inverse, l'accroissement économique devient moindre, pouvant même devenir négatif jusqu'à provoquer un déclin.

Au cœur de l'évolution des sociétés se trouve donc une cohabitation permanente entre l'économie et la démographie. Non une cohabitation qui laisserait s'exprimer l'individualisme de chacun des deux, mais, bien au contraire, une cohabitation équivalant à un mariage indissoluble pour le meilleur et pour le pire. Quelques repères historiques permettront dans un premier temps de rappeler cette réalité. Puis il conviendra de se demander pourquoi est-elle si souvent méconnue ? La réponse se trouve dans le péché originel de la science économique, commis par celui qui est généralement considéré comme le père des économistes, Adam Smith. Enfin, des exemples contemporains illustreront à quel point ce péché originel a toujours des conséquences dommageables dans les analyses d'aujourd'hui.

### **Unis pour le meilleur et pour le pire**

Considérons d'abord, à titre d'exemples, la montée et l'apogée de deux grandes civilisations, d'une part la romanité, d'autre part la naissance de la Chine. Dans les siècles précédant l'ère chrétienne, la civilisation romaine connaît une croissance économique extraordi-

naire : augmentation de la production agricole, exploitation des minerais, développement de l'artisanat, essor des villes et de l'architecture, développement du commerce terrestre sur les voies romaines et plus encore des échanges maritimes via la Méditerranée, qui devient la *Mare nostrum*. Tout cela s'effectue dans le contexte d'une croissance démographique. Une croissance démographique si importante qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, Montesquieu<sup>1</sup>, constatant l'importance des ruines romaines, pense – à tort – que le monde était plus peuplé à l'apogée de l'Empire romain qu'à son époque. Et cet avis est partagé par la majorité des penseurs contemporains de Montesquieu.

Sensiblement à la même période, de l'autre côté de la planète, l'empereur Qin (qui, prononcé T'sin, donne son nom à la Chine), fonde le premier État féodal (221-206 avant J.-C.), dont l'essor économique se prolonge dans les décennies suivantes sous la dynastie des Han. Toute cette période chinoise de progrès économique s'accompagne d'un remarquable essor démographique. La population de la Chine passe de 40 millions d'habitants en 200 avant J.-C. à 70 millions en l'an 1<sup>2</sup>.

Au début du premier millénaire, le déclin économique commence à s'installer, et l'Empire du Milieu s'effondre après la fin de la dynastie des Han en 220 après J.-C. De même qu'elles étaient associées pour le meilleur dans la période civilisatrice, l'économie et la démographie se trouvent liées pour le pire dans la décadence : la population de la Chine diminue en quatre siècles de plus de la moitié, s'abaissant de 60 millions d'habitants en l'an 1 à 25 millions en l'an 400. Puis plusieurs siècles seront nécessaires pour retrouver une croissance économique significative.

Dans cette même période des premiers siècles de l'ère chrétienne, la dénatalité s'installe dans l'*Urbs*, la capitale de l'Empire, et Tacite (55-120) écrit dans ses *Annales* (III, 25) : « L'avantage de rester sans enfant l'emporte sur tout. » Puis une situation semblable se répand dans tout l'Empire. La production économique diminue, les procédés artisanaux ne se transmettent plus, le commerce s'ef-

1. Dans *Les lettres persanes*.

2. Biraben, Jean-Noël, « Essai sur l'évolution du nombre des hommes », *Population*, 1979, n° 1.

fondre, la *Mare nostrum* devient une *mare clausum*. Dans le même temps, la population des villes diminue, puis suit celle des campagnes. La population vivant sur les terres de l'Empire romain diminue des deux tiers, s'abaissant de 60 millions à la fin du règne de Trajan (117) à 20 millions au début du v<sup>e</sup> siècle. Plusieurs siècles seront nécessaires pour retrouver un peuplement équivalent<sup>3</sup> à celui du règne de Trajan et surtout un niveau économique semblable.

Un regard sur le deuxième millénaire permet de préciser davantage les relations entre l'histoire économique et l'histoire démographique. Les exemples précédents ont en effet montré que la récession économique et la dépopulation sont liées lorsque cette dernière provient de comportements démographiques n'assurant pas le simple remplacement des générations, c'est-à-dire provoquant une diminution des effectifs des générations jeunes. Qu'en est-il lorsque la baisse démographique ne provient pas d'un rétrécissement de la base de la pyramide des âges dû à de tels comportements, mais d'une ponction sur l'ensemble de la pyramide des âges causée par des facteurs externes ? Un regard sur le xiv<sup>e</sup> siècle, avec la grande peste de 1347 en Europe, permet de répondre à cette question. D'une part, la grande peste est effectivement une cause de dépopulation externe aux comportements démographiques des populations qui en sont les victimes. D'autre part, elle ne déséquilibre guère la composition par âge des populations, puisqu'elle fauche de façon relativement égale dans les diverses générations. Ce qui ne l'empêche pas de provoquer un épuisement démographique très sensible : la population de l'Europe (dans les limites utilisées par la démographie historique de Brest à Brest-Litovsk) passe de 74 millions d'habitants en 1340 à 52 millions en 1400. Et, dans le même temps, une récession économique se substitue à l'essor économique médiéval.

Presque dans la même période, la cause de la dépopulation chinoise est également externe, mais différente puisqu'elle provient essentiellement de la cruauté des assaillants mongols conduits par Gengis Khan et ses successeurs aux xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> siècles. A la mortalité sous les attaques mongoles, s'ajoute la surmortalité due aux ravages économiques. La population de la Chine, qui était de 124 millions

3. Dumont Gérard-François, *Les populations du monde*, Paris, Armand Colin, 2001.

d'habitants en 1200, s'abaisse à 70 millions en 1340. Encore une fois, récession démographique et récession économique vont de pair.

Ces rappels historiques illustrent une vérité historique : l'évolution démographique est un élément essentiel de compréhension des évolutions économiques. Or cette vérité semble souvent omise dès que l'on considère l'histoire contemporaine. La raison tient en partie à certains errements de la science de la population<sup>4</sup>, mais également à une réalité fort dommageable : le péché originel de la science économique.

### **La population considérée comme une marchandise**

Bien que la lecture de Platon, d'Aristote, de Thomas d'Aquin, de Jean Bodin, d'Antoine de Montchrétien, de François Quesnay ou d'autres auteurs présente nombre de considérations économiques, bien que les juristes de la civilisation romaine aient rédigé un ensemble de textes fondant un droit qui ne s'appelait pas économique, mais qui inspire encore profondément nombre de législations économiques contemporaines, les anglo-saxons semblent avoir imposé au monde l'idée qu'Adam Smith est le père de la science économique avec ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, ouvrage publié en 1776. Or ce livre<sup>5</sup>, assez touffu, voire désordonné, présenté comme fondateur de la science économique, commet un péché originel dans la mesure où l'importance de la ressource humaine y est largement oubliée, la question de la population n'étant abordée qu'incidemment.

A aucun moment Adam Smith n'évoque le rôle du nombre des hommes dans l'évolution de l'économie. La démographie n'aurait donc selon lui aucune influence – positive ou négative – sur l'économie. Cette dernière serait totalement indépendante de la démogra-

4. Dumont, Gérard-François, « Economie et démographie : le grand divorce », *Panoramiques*, n° 47, 3e trimestre 2000.

5. Sur cette question, Cf. notamment : Gonnard, René, *Histoire des doctrines de population*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1923 ; Nilson, Sten Sparre, « La théorie de population d'Adam Smith », *Population*, 1952, n° 3 ; Villey, Daniel, Nême, Colette, *Petite histoire des grandes doctrines économiques*, Paris, Litec, 1992 ; Lecaillon, Jean-Didier, *Démographie économique*, Paris, Litec, 1992 ; Dumont, Gérard-François, *Démographie*, Paris, Dunod, 1992.

phie qui serait d'ailleurs entièrement soumise à l'économie. Adam Smith considère en effet que les évolutions démographiques sont un sous-produit des évolutions économiques. Selon lui, l'homme est une simple marchandise dont la quantité se règle selon les besoins et les résultats de la production économique : le nombre des hommes répond donc à une simple loi de l'offre et de la demande.

Le raisonnement est le suivant. Lorsqu'un pays connaît une croissance économique, l'offre d'emploi est supérieure à la demande, ce qui va entraîner une hausse des salaires. Celle-ci donnant de l'aisance à la population, cette dernière va disposer de subsistance suffisante pour « produire » des hommes. La natalité va augmenter et la population peut en conséquence s'accroître. En revanche, en cas de récession économique, l'offre d'emploi est inférieure à la demande et les salaires peuvent alors diminuer. La production des hommes est alors limitée par la richesse disponible. Adam Smith précise lui-même : « C'est ainsi que la demande d'hommes règle nécessairement la production d'hommes, comme fait la demande à l'égard de toute autre marchandise ; elle hâte la production quand celle-ci marche trop doucement, et l'arrête quand elle va trop vite. C'est cette demande qui règle et qui détermine l'état où est la propagation des hommes, dans tous les différents pays du monde, dans l'Amérique septentrionale, en Europe et en Chine ; qui la fait marcher d'un pas si rapide dans la première de ces contrées, qui lui donne dans l'autre une marche lente et graduelle, et qui la rend tout à fait stationnaire dans la troisième. »

### Une vision purement utilitariste

Ainsi Adam Smith propose une vision utilitariste du nombre des hommes poussant à son paroxysme ce qu'on appelle pas encore l'*homo oeconomicus*. Selon notre auteur, le nombre des mariages conclus et, en conséquence, l'accroissement de la population sont seulement déterminés par des considérations économiques. L'homme est donc un *input* qui dépend des besoins de la production sur laquelle se règle la dynamique démographique.

La théorie du salaire d'Adam Smith s'inscrit donc dans le même pessimisme que développera Malthus : il sous-tend une croyance à la puissance presque illimitée du principe de population toujours

capable, dès que la quantité des subsistances s'accroît, de mettre rapidement le niveau de subsistance en rapport avec celle-ci et vice versa.

Selon l'économiste écossais, il peut donc notamment y avoir des limites économiques à la demande d'hommes, les possibilités d'accroissement de la population se trouvant ipso facto plafonnées par la richesse économique. Non seulement Smith annonce Malthus par sa croyance en des limites au progrès économique, limites dont l'histoire de l'humanité offre un démenti fréquemment renouvelé, mais Adam Smith avance une approche purement quantitative du nombre d'hommes. Il oublie l'essentiel que Sébastien Vauban avait pourtant parfaitement expliqué, soixante dix ans avant *La richesse des nations*, en 1706, dans son *Projet de dîme royale* : ce n'est pas l'économie qui fait les hommes, mais les hommes qui font l'économie et la richesse. Rappelons ce beau texte : « C'est encore la partie basse du peuple qui, par son travail et son commerce, et par ce qu'elle paie au Roi, l'enrichit, et tout son royaume ; c'est elle qui fournit tous les soldats et matelots de ses armées de terre et de mer, et un grand nombre d'officiers, tous les marchands et les officiers de judicature ; c'est elle qui exerce et qui remplit tous les arts et tous les métiers ; c'est elle qui fait tout le commerce et les manufactures de ce royaume ; qui fournit tous les laboureurs, vigneron et manœuvriers de la campagne ; qui garde et nourrit les bestiaux ; qui sème les blés et les recueille ; qui façonne les vignes et fait le vin ; et, pour achever de le dire en peu de mots, c'est elle qui fait tous les gros et menus ouvrages de la campagne et des villes. »

Malheureusement, cette juste analyse de Vauban est trop souvent omise au profit du péché originel d'Adam Smith : l'oubli de la prise en considération de l'importance de la ressource humaine sans laquelle il ne peut y avoir ni d'économie, ni de croissance économique. On retrouve là l'erreur fondamentale si fréquente dans les modèles économiques où la fonction de production est notamment dépendante de deux facteurs, le capital et le travail, considérés comme mathématiquement semblables notamment en termes de mobilité. Le péché originel de l'économie est si présent qu'il faut lire de nombreux textes avant de rencontrer les rares auteurs qui donnent à la ressource humaine, et donc à la démographie, sa véritable place.

Aujourd'hui encore, ce péché prédomine fréquemment comme le montrent les exemples suivants : l'étude comparative des croissances économiques américaines et européennes, ou la question de l'euro par rapport au dollar.

## **Le derby économique États-Unis / Union européenne**

Au moins pendant dix ans, depuis février 1991, les États-Unis ont enregistré un taux de croissance économique annuel supérieur de deux points en moyenne à celui de l'Union européenne. Parallèlement, le taux de chômage a évolué différemment dans les deux grandes puissances économiques : aux États-Unis, depuis 1992, la baisse du chômage est incontestable et régulière ; elle ne devient sensible dans l'Union européenne qu'en 1998. Au total le taux de chômage aux États-Unis est moitié moindre qu'en Union européenne, alors même que les taux d'activité y sont supérieurs.

Or, dans la même période, les évolutions de la fécondité<sup>6</sup> entre les États-Unis et l'Union européenne sont différentes.

Auparavant, dans les années 1970, les États-Unis paraissent dans la même logique que celle de l'Union européenne, avec une période de baisse régulière de la fécondité qui se déroule de 1960 à 1973. Pour l'Union européenne, on ne peut borner aussi exactement la période, car le calendrier s'avère différent selon les pays ; en simplifiant, on constate une baisse plus précoce dans l'Europe septentrionale et plus tardive dans l'Europe méridionale.<sup>7</sup>

A partir de 1974, les fécondités divergent entre les États-Unis et l'Union européenne. Chez les Quinze, la tendance à la baisse se poursuit : la fécondité moyenne de l'ensemble, située encore à

6. Cf. Dumont, Gérard-François, « États-Unis versus Union européenne : quel vainqueur », *Population & avenir*, n° 645, novembre-décembre 1999 ; Lambert, Denis-Clair, « L'exception américaine », *Population & avenir*, n° 647, mars-avril 2000 ; Dumont, Gérard-François, « Les évolutions de la fécondité et de l'économie des États-Unis et de l'Union européenne à la fin du xx<sup>e</sup> siècle », *Cahiers du Gratices*, 2000.

7. Dumont, Gérard-François, « Convergences et divergences dans les évolutions démographiques en Europe », *Revue de l'Institut de géopolitique des populations*, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, n° 1.



2,08 enfants par femme en 1974, tombe progressivement à 1,44 dans les années 1990. Ce niveau semble peut-être se stabiliser depuis 1993, mais il s'agit d'un palier particulièrement bas, inférieur de 31% au taux de remplacement.

Pendant le même quart de siècle, les États-Unis connaissent quatre séquences différentes de fécondité : de 1974 à 1979, une très légère tendance à la hausse leur permet de dépasser en 1978 la fécondité de l'Union européenne qui diminue. Puis, de 1979 à 1988, les États-Unis se situent sur un palier situé entre 1,8 et 1,9 enfant par femme, accentuant ainsi leur différence relative avec l'Union européenne dont la fécondité diminue encore. Troisième phase, de 1988 à 1990, une remontée au seuil de remplacement qui contraste avec la poursuite de la baisse en Union Européenne. Enfin, depuis 1990, les États-Unis restent constamment à une fécondité égale ou supérieure à 2 enfants par femme, maintenant un écart sensible avec la fécondité européenne.

L'examen des taux de natalité, qui dépendent des comportements de fécondité et de la composition par âge, souligne également des différences importantes : le taux de natalité des États-Unis est supérieur de 36 % à celui de l'Union européenne pour les années 1990, soit davantage que l'écart entre les indices de fécondité. Cela s'explique par la composition par âge moins vieillie des États-Unis. En 2000, la proportion des moins de 15 ans dans la population totale est de 21% aux États-Unis et de 17 % en Union européenne ; celle des 65 ou plus de 13 % aux États-Unis et de 16 % en Union européenne. Le moindre vieillissement de la population des États-Unis résulte essentiellement de la fécondité supérieure des années précédentes<sup>8</sup>.

La fécondité plus élevée des États-Unis par rapport à l'Union européenne a d'abord une conséquence purement quantitative : le taux d'accroissement naturel des États-Unis est supérieur à celui de l'Union européenne<sup>9</sup>. Il en est de même du taux d'accroissement total puisque, dans la même période, les taux d'accroissement

8. Et secondairement, d'une longévité légèrement moindre.

9. Durant la période 1990-1998, le taux moyen annuel d'accroissement naturel des États-Unis dépasse 6 pour mille habitants tandis que celui de l'Union européenne est inférieur à 2 pour mille.

migratoire ont été, dans une certaine mesure, équivalents, en dépit de différences annuelles considérables.

Considérons l'année 1999 : l'Union européenne, avec cette année-là le taux de natalité des États-Unis, aurait enregistré 5,4 millions de naissances, un nombre supérieur de 1,4 million à la réalité observée. En conséquence, la stimulation de la demande globale par la fécondité a été beaucoup plus forte aux États-Unis que dans l'Union européenne. Au total, la natalité favorable des États-Unis a une action structurelle déterminante pendant les dix années de croissance économique des États-Unis, favorisant notamment de façon durable la consommation intérieure, tandis que le poids financier du fardeau des retraites menace lourdement les nations de la zone euro.

Or les mécanismes de cette stimulation de l'économie par la dynamique démographique sont souvent omis, d'où la nécessité de préciser les chaînages possibles.

### **Les chaînages économie-démographie**

D'un simple point de vue quantitatif, une fécondité plus élevée exige, si l'on veut éviter une surmortalité, davantage d'offre sanitaire, alimentaire... et, si l'on souhaite des conditions de vie correctes, davantage d'offres de logements, d'éducation, d'infrastructures, de services... Une population augmentant plus vite qu'une autre a donc davantage de besoins à satisfaire, nécessite des investissements de capacité, et pousse à une croissance économique plus forte si l'on veut seulement maintenir le Produit intérieur brut *per capita*.

Ce maintien dépend notamment des comportements économiques des familles. Pour nourrir des familles plus nombreuses, il faut davantage de travail : les parents accentuent leurs efforts professionnels pour majorer leurs revenus et ainsi satisfaire les besoins d'une famille agrandie, et la société dans son ensemble travaille davantage pour satisfaire des besoins élargis par le nombre accru d'enfants, notamment via les systèmes de protection sociale et de redistribution. Une fécondité plus élevée additionne donc un effet direct sur la quantité des besoins à satisfaire, donc sur la demande,

et un effet indirect, en générant une pression sur l'offre économique, pression exigeant davantage de création de richesse.

L'augmentation de la population active est une troisième conséquence d'une fécondité élevée enregistrée vingt ans auparavant. A taux d'activité inchangé et dans des types économiques semblables, la quantité de travail fourni est plus grande lorsque la population active est plus nombreuse. La création de richesses, si elle n'est pas freinée par de mauvaises politiques publiques, est donc liée à l'importance de la population active. Dans des pays se trouvant dans des conditions économiques comparables, la production est donc une fonction proportionnelle de la population active : il suffit par exemple de comparer les économies autrichienne, néerlandaise, française et allemande, quatre pays ayant des effectifs différenciés de population active pour attester cette réalité.

Un quatrième effet de la fécondité est essentiellement qualitatif même s'il a des conséquences quantitatives : les comportements de consommation d'une population dépendent de sa structure par âge. Par exemple, ceux d'une population vieillie sont spécifiques car les personnes âgées sont normalement plus tournées vers la consommation que vers l'investissement. En effet, leurs besoins d'acquérir des logements – voir des logements plus grands que celui qu'elles occupent – est faible. En outre, le taux d'équipement des ménages est en moyenne plus élevé dans une population plus vieillie que dans une population plus jeune. Dans la première, les marchés de biens d'équipement du ménage sont surtout des marchés de remplacement ; et ce remplacement est souvent retardé, voire refusé, car il suppose d'utiliser un bien qui a pu évoluer dans sa forme, dans son mode d'emploi, ou dans la nature exacte des fonctions qu'il assume, d'où la crainte d'éprouver des difficultés à s'y adapter. En revanche, une population plus jeune a une plus grande propension à s'équiper pour satisfaire ses besoins ou à renouveler ses équipements, car elle éprouve moins de réserves devant des biens d'équipement bénéficiant des techniques les plus évoluées. Les jeunes sont donc des consommateurs plus dynamiques que les personnes âgées.

Enfin, la population vieillie a souvent une attitude plus rentière, en dépit de la généralisation des systèmes de protection sociale. En

particulier, la population vieillie peut souhaiter consacrer davantage de moyens à une épargne de précaution jusqu'à un âge éventuellement avancé, compte tenu de l'augmentation du risque de dépendance.

Outre les différentiels consommation ou investissement, consommation ou épargne, équipement ou épargne, les types de consommation des tranches d'âge jeunes et retraitées sont différents : les jeunes sont davantage ouverts aux phénomènes de mode, aux nouveaux produits, alors que les personnes âgées, parfois prisonnières de leurs habitudes de consommation, sont moins portées vers la nouveauté.

Il y a donc incontestablement un jeu interactif entre démographie et économie, mais il semble pour nombre d'experts européens faire partie d'une sorte de loi du silence comme le laissent à penser les notations suivantes.

### **La loi du silence sur les réalités démographiques**

En décembre 1994, le sommet européen d'Essen émet une recommandation concernant la différence de compétitivité entre l'Union européenne et les États-Unis. Chargé de l'appliquer, le Président de la Commission constitue en février 1995 un groupe consultatif sur la compétitivité (GCC), présenté comme un « groupe indépendant de personnalités éminentes »<sup>10</sup>. Plus de quatre ans après, en septembre 1999, ce dernier publie un « rapport au Président de la Commission et aux Chefs d'État ou de gouvernement ». Tout en demandant « une action beaucoup plus déterminée de stimulation de la compétitivité », il n'analyse aucunement les différentiels démographiques Union européenne États-Unis sans la compréhension desquels il est pourtant impossible d'expliquer totalement la victoire américaine dans le derby économique des années 1990.

Autre exemple montrant combien des économistes font souvent litière des réalités démographiques, Daniel Cohen cite comme facteurs de croissance américaine des années 1990 : « le prix de l'éner-

10. *Europ news*, n° 1, 2000, p. 9.

gie bon marché, le dollar fort, la réduction drastique des dépenses de santé », sans jamais citer l'aspect démographique<sup>11</sup>.

Cette difficulté à comprendre l'importance économique des évolutions démographiques est confirmée par la jeune histoire de l'euro, nouvelle monnaie créée début 2000 et annoncée comme capable de rivaliser avec lui dans le commerce international.

### **L'euro, le dollar et la démographie**

En effet, pour ceux qui fixent le cours initial de l'euro au 1<sup>er</sup> janvier 2000, il s'agit clairement de disposer d'un concurrent du dollar. Ainsi *Le Monde* du 31 décembre 1999 titre-t-il : « bonjour, l'euro » et son directeur Jean-Marie Colombani salue « cette révolution » comme « une victoire de la volonté sur les marchés, de la détermination de quelques-uns sur les forces économiques ». Dans le même quotidien, le Président de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, déclare : « ce qui nous intéresse beaucoup, c'est d'avoir une relation stable entre le dollar et l'euro »<sup>12</sup>. Le désenchantement est extrêmement rapide. Moins de deux mois plus tard, *Le Monde* titre en première page : « la surprise de l'euro faible »<sup>13</sup>, alors que les experts prévoyaient « une forte hausse de l'euro par rapport au dollar ».

Depuis, chaque fois que les résultats comparés de l'euro par rapport au dollar demeurent faibles, les spécialistes proposent des explications strictement économiques ou psychologiques : manque de recul sur la politique monétaire européenne, doutes sur l'unité de cette politique, aspect virtuel de l'euro, absence de réformes fiscales généralisées à tous les pays de l'Euroland... Encore une fois, et presque systématiquement, on oublie qu'une monnaie, comme une économie, c'est aussi une démographie. D'ailleurs Patrick Artus précise : « la faiblesse de l'euro se justifie également par l'écart de croissance entre les économies européenne et américaine »<sup>14</sup>. Or cet écart de croissance, comme expliqué ci-dessus, est dû en partie à la

11. Cf. « Chronique d'un krach annoncé », *Le Monde*, 1 juin 2000, p 1-16.

12. *Le Monde*, 31 décembre 1999, p. 3.

13. *Le Monde*, 12 février 2000.

14. *Le Monde*, 30 septembre 2000, p. 20.

démographie. Le manque de ressort démographique des Quinze, le vieillissement de la population peuvent difficilement faciliter au niveau international la confiance espérée par les promoteurs de l'euro. En outre, le marché européen recelant des perspectives démographiques – et donc commerciales – moindres, que d'autres marchés en expansion, nombre d'entreprises européennes privilégient un développement mondial, vendant des euros pour investir à l'étranger.

Cet exemple de l'euro confirme combien les experts écartent trop souvent tout regard démographique permettant de compléter leurs analyses.

Manifestement, il faut bien constater une certaine pérennité du péché originel d'Adam Smith qui continue à marquer la science économique et entraîne toujours une insuffisance de la prise en compte des évolutions démographiques. Une véritable révolution intellectuelle est donc nécessaire pour faire assimiler que ce péché originel de l'économie empêche toute approche de la vérité scientifique, donc de comprendre les grandes évolutions du monde.

*Revue de l'Institut de Géopolitique des Populations*

N<sup>os</sup> 3-4 - 4<sup>e</sup> trimestre 2000-1<sup>er</sup> trimestre 2001

---

Démographe et géographe, le Recteur Gérard-François DUMONT est Professeur à l'Université de Paris I/Sorbonne. Parmi ses derniers ouvrages, il faut mentionner *Les populations du monde*, Paris, Armand Colin, 2001, *La population de la France, des régions et des DOM-TOM*, Paris, Ellipses, 2000, et *Les racines de l'identité européenne*, Paris, Economica, 2000.